



Séance ordinaire du jeudi 26 avril 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-six avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Bernard TRAVIER.

Absents :

Fabien ABERT, Jean-François AUDRIN, Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GIANIEL, Stéphanie JANNIN, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Yvon PELLET.

Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques - Convention cadre de partenariat pour la gestion du domaine terrestre et maritime du Conservatoire du littoral - Autorisation de signature

Monsieur Jean-Marc LUSSERT, Vice-Président, rapporte :

Le Conservatoire du littoral (Cdl) est un établissement public national créé en 1975. Il mène une politique foncière définie dans sa stratégie d'intervention 2015-2050, visant à la protection définitive des espaces naturels et des paysages sur les rivages maritimes et lacustres. Il acquiert des terrains fragiles ou menacés à l'amiable, par préemption, ou exceptionnellement par expropriation. Des biens peuvent également lui être donnés ou légués. Cette action s'appuie sur une vision partagée et un partenariat de longue durée avec les collectivités territoriales, les associations d'usagers, les établissements publics et les administrations compétentes, des fondations et des entreprises qui lui apportent leur soutien.

Le Conservatoire du littoral assure la protection définitive de 14 600 hectares sur le littoral d'Occitanie. Les sites du Conservatoire abritent des espèces, des milieux naturels et des paysages remarquables. Ils forment un maillage au sein des territoires littoraux propice à la préservation définitive de ces richesses, contribuent à l'attractivité économique du territoire (tourisme, activités agricoles, pêche professionnelle...) et constituent un cadre de vie unique à proximité de centres urbains propices à l'exercice d'activités de loisir réglementées (randonnée, chasse, découverte de l'environnement...).

La gestion des terrains du Conservatoire est confiée à des collectivités ou leurs groupements, des établissements publics ou associations. Ces structures locales mettent en œuvre des moyens humains, techniques et financiers pour constituer, avec le Conservatoire, un dispositif partenarial équilibré et adapté à la vocation des sites et des territoires.

Dans le cadre de ces partenariats, le Conservatoire, en application du Code de l'environnement (L. 322-1 et suivants) et en sa qualité de propriétaire d'un vaste domaine public, en lien étroit avec le ou les gestionnaires :

- définit les orientations, encadre et évalue la gestion, à travers l'élaboration d'un plan de gestion, document cadre de planification défini sur chaque site, et la mise en place d'un comité de gestion associant les usagers et partenaires financiers ;
- assure ou contribue aux aménagements structurels nécessaires à la restauration écologique et à la valorisation des sites (accueil du public, paysage, patrimoine culturel...) ;
- autorise et contrôle les usages qui contribuent à la mise en valeur des sites et affecte le produit des redevances à la gestion des sites.

Le Conservatoire participe ou conduit, par ailleurs, de nombreuses opérations de restauration et d'aménagement sur ses sites visant la gestion douce du trait de côte, la préservation des espaces de mobilité et des milieux dunaires littoraux, la restauration des milieux naturels et des zones humides, la préservation des paysages et la gestion de la fréquentation et des usages.

Le périmètre d'intervention du Conservatoire du littoral sur le territoire de la Métropole s'étend sur environ 2600 hectares. Le Conservatoire du littoral préserve d'ores et déjà 704 hectares sur ce territoire, au 1^{er} janvier 2018.

Le Conservatoire poursuit son action foncière sur ce territoire, en application de sa stratégie d'intervention 2015 – 2050, avec notamment au cours des trois dernières années l'affectation de domaine privé de l'Etat sur l'étang de l'Arnel et l'attribution du Domaine Public Maritime du Lido des Aresquiers sur le site « Etang de Vic » (Commune de Villeneuve-lès-Maguelone).

Le domaine public du Conservatoire sur le territoire de la Métropole est réparti sur trois sites « opérationnels », c'est-à-dire disposant d'une emprise foncière cohérente, d'un plan de gestion et de moyens dédiés pour mettre en œuvre leur gestion :

- Etang de Vic – n° 34-132, qui comprend 2 secteurs : étang de Vic et « berges des Moures et de l'Arnel »
- Salines de Villeneuve – n° 34-295
- Le Méjean – n° 34-98

Ces sites sont de nature variée : anciens salins (Salines de Villeneuve), grands ensembles lagunaires (Etang de Vic), zones humides périphériques (Etang de Vic, Le Méjean), plages et milieux dunaires (Etang de Vic, secteur du lido des Aresquiers). Ils sont d'un grand intérêt écologique et paysager et ont été inscrits dans la trame écologique littorale définie dans le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE). Ils font l'objet de classements (site classé des Aresquiers et des étangs palavasiens, sites Natura 2000 Etangs palavasiens) et du label RAMSAR (Etangs palavasiens).

Ces sites accueillent les publics (habitants, touristes, scolaires, public en situation de handicap...), dans la limite de leur sensibilité écologique, pour des activités balnéaires et récréatives. Ainsi, chaque année environ 400 000 personnes fréquentent les trois sites du Conservatoire du littoral décrits plus haut.

Ils sont aussi le lieu d'usages variés, économiques ou traditionnels, pastoralisme, agriculture, pêche professionnelle et plaisancière, chasse et d'actions citoyennes contribuant à la gestion des sites telles que l'insertion de personne en difficultés, l'éducation à l'environnement ou le bénévolat. Ils constituent ainsi des lieux porteurs de sens s'insérant pleinement dans la dynamique et l'attractivité du territoire

Un certain nombre de bâtis sont également présents sur les propriétés du Conservatoire sur le territoire de la Métropole. Certains sont d'ores et déjà aménagés pour accueillir les gestionnaires et le public : espace de sensibilisation à l'environnement de la maison de la nature de Lattes, Maison de site des Salines de Villeneuve. D'autres font l'objet de projet de valorisation écotouristique (salines de Villeneuve...) ou sont sans usage identifiés à ce stade et pourraient soit être valorisés soit être déconstruits dans un objectif de restauration paysagère.

Un cadre de gestion intégrant les enjeux et les objectifs de gestion inhérents à la spécificité de chacun des trois sites du Conservatoire a été progressivement mis en place depuis les premières acquisitions à la fin des années soixante-dix avec les communes concernées :

- Une convention de gestion du site « Le Méjean » entre le Conservatoire du littoral et la Commune de Lattes a été mise en place dès 1980, renouvelée en décembre 2006, sur une surface de 148 ha;
- Une convention de gestion du site « Salines de Villeneuve » entre le Conservatoire du littoral et la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone s'est poursuivie, en 2009 par un dispositif conventionnel plus large associant le Conservatoire d'Espaces Naturels Languedoc-Roussillon (CEN L-R), le Syndicat Mixte des Etangs Littoraux (Siel) et la commune de Villeneuve-lès-Maguelone adoptée en novembre 2009, sur une surface de 145 ha. Ce site, pour partie situé sur le territoire de Sète Agglopôle Méditerranée (SAM), fait l'objet d'une deuxième convention de gestion associant le Conservatoire du littoral, le CEN L-R et le Siel, à cette collectivité pour ce qui est de la gestion du domaine situé sur son territoire, sur 147 ha.
- Le site Etang de Vic est situé pour partie sur le territoire de Sète Agglopôle Méditerranée (SAM) avec laquelle le Conservatoire du littoral a conclu une convention cadre de gestion, en 2005. Il fera l'objet d'une convention spécifique afin d'associer la Métropole à sa gestion, notamment sur le lido des Aresquiers et l'étang des Moures, sur 235 hectares.

Un dispositif conventionnel associant le Conservatoire du littoral, la SAM, Montpellier Méditerranée Métropole et le Conservatoire d'espaces naturels Languedoc-Roussillon, est d'ores et déjà en cours de définition pour ce site.

- Enfin, toujours sur le site « Etang de Vic », le Secteur « Berges des Moures et de l'Arnel » fait l'objet, depuis 2012, d'une convention de gestion, portant également sur les terrains en propriété de la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone, et associant le Conservatoire du littoral avec la Commune, le Siel et le CEN-LR, sur 16 ha. Sur l'étang de l'Arnel, le Conservatoire du littoral possède 134 hectares de plan d'eau ; cette emprise n'a pas nécessité la mise en place d'un dispositif de gestion à ce jour.

Des plans de gestion de ces sites ont également été élaborés de manière concertée au cours de cette période et ont été approuvés par le Conservatoire et les gestionnaires. Les derniers plans de gestion en vigueur sont les suivants :

- Plan de gestion du site « Le Méjean » en 2007,
- Plan de gestion du site « Salines de Villeneuve » en 2012,
- Plan de gestion simplifié du site « Berges des Moures et de l'Arnel » en 2014,
- Plan de gestion du site « Etang de Vic » en 2015.

Ces cadres de référence ont guidé les aménagements et la gestion des sites mise en œuvre par le Conservatoire et ses gestionnaires depuis lors. Ils sont révisés ou adaptés si besoin en fonction de l'évolution des emprises foncières du Conservatoire ou des enjeux sur les sites.

Les différents usages sur les sites font l'objet de conventions *ad hoc* : autorisations d'occupations temporaires pour usages agricoles ou pour la réalisation de travaux, conventions d'usages halieutiques ou cynégétiques. De même, l'existence de bâtiments sur les propriétés du Conservatoire fait l'objet de conventions particulières pour l'affectation de chaque bâti.

Ainsi, le Conservatoire du littoral et ses partenaires ont mis en place un partenariat et une gouvernance structurés et formalisés pour la gestion des sites.

Ce dispositif doit à présent être adapté afin de définir et d'intégrer le rôle et les missions de Montpellier Méditerranée Métropole en vertu de ses nouvelles compétences. En effet, depuis le 1^{er} janvier 2018, la Métropole met en œuvre la compétence GEMAPI dont elle a fixé l'organisation le 20 décembre 2017 par délibération n°15145 du conseil métropolitain.

Les actions développées par la Métropole sur ces espaces littoraux remarquables, seront portées au titre de la protection et de la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides, dans la continuité des orientations fixées dans les plans de gestion existants. La Métropole pourra ainsi poursuivre et renforcer sur ces zones humides constituant des espaces naturels remarquables les actions de valorisation du patrimoine naturel, culturel et paysager et les opérations de sensibilisation et d'initiation à la préservation de l'environnement, en lien avec les acteurs publics et privés partenaires.

En conséquence, la Métropole a vocation à s'associer aux dispositifs de gestion des sites du Conservatoire situés sur son territoire. L'intégration de la Métropole, loin de remettre en cause l'engagement historique des gestionnaires actuels, va permettre d'élargir ce partenariat et d'apporter des nouvelles opportunités dans le respect des acteurs impliqués sur les sites.

C'est pourquoi les deux parties conviennent de l'opportunité de la signature d'une convention-cadre venant définir les principes généraux d'implication de la Métropole, sur son territoire, dans la gestion des sites du Conservatoire du littoral. Conformément à l'article L. 322-9 du Code de l'environnement, le Conservatoire du littoral associe ainsi Montpellier Méditerranée Métropole, en vertu de sa nouvelle compétence GEMAPI, aux dispositifs de gestion existants sur les trois sites terrestres et lagunaires qu'il a acquis et qui lui ont été affectés, attribués, confiés ou remis en gestion par l'Etat et qui sont situés sur le territoire administratif de la Métropole :

- Etang de Vic – n°34-132 (Communes de Villeneuve-lès-Maguelone)
- Salines de Villeneuve – n°34-295 (Commune de Villeneuve-lès-Maguelone)
- Le Méjean – n°34-98 (Commune de Lattes)

La présente convention s'applique de plein droit aux terrains et immeubles déjà acquis affectés ou attribués, confiés ou remis en gestion par l'Etat et à ceux qui le seront postérieurement à la signature de la convention dans la limite du programme d'acquisition accepté par le conseil d'administration du Conservatoire du littoral conformément aux cartes en annexe 1.

Afin de prendre en compte les particularités et enjeux spécifiques des sites, le Conservatoire du littoral et la Métropole adoptent, sur chaque site, des conventions de gestion particulières en application de la présente convention. Ces conventions particulières fixent les modalités détaillées de gestion des sites et permettent notamment d'assurer la continuité et la cohérence des actions. Elles associent les gestionnaires actuels (communes ou leurs groupements, associations) et précisent les rôles et missions des gestionnaires associés (police, animation, gestion forestière, entretien, suivi naturaliste, surveillance, etc.).

Le Conservatoire du littoral, la Métropole et les gestionnaires associés construisent de manière concertée un projet répondant aux enjeux spécifiques de chaque site. Ils définissent ensemble les orientations de gestion qui constituent le cœur des plans de gestion. Ils réunissent et animent les instances de gouvernance (comité de gestion) des sites.

Les actions développées par la Métropole pourront porter sur :

- la réalisation des opérations de restauration, protection et renaturation des zones humides contribuant à leur bon fonctionnement,
- la mise en œuvre des programmes structurant d'aménagement, travaux et ouvrages hydrauliques (lido, lagune, zones humides...),
- la valorisation du patrimoine naturel, culturel et paysager présents sur ces espaces naturels remarquables,
- la contribution à l'entretien courant, la maintenance et la surveillance des terrains, ouvrages et bâtiments,
- la participation, l'organisation ou la promotion des dispositifs d'animation sur les sites proposés par les gestionnaires à l'attention du grand public ou des professionnels, à travers des événements nationaux (fête de la nature, journée du patrimoine, journées mondiales des zones humides..) et locaux (chantiers bénévoles, accueil scolaires...)

Ainsi, la Métropole peut intervenir en tant que maître d'ouvrage (par transfert de maîtrise d'ouvrage du Conservatoire du littoral, article L. 322-10 du Code de l'environnement), acteur financier et en appui technique pour la réalisation des études, travaux, actions de gestion afférents à ces opérations, préalablement inscrits au plan de gestion défini sur le site concerné.

La présente convention est établie pour 6 ans à compter de la date de signature. Des conventions similaires seront prochainement renouvelées avec notamment les EPCI voisins, Pays de l'Or Agglomération et Sète Agglopôle Méditerranée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention cadre de partenariat pour la gestion du domaine terrestre et maritime du Conservatoire du littoral,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 03/05/18

Pour extrait conforme,
le Président

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 14 mai 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180426-40507-CC

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/05/18

Liste des annexes transmise en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.